



CONVENTION N° 2015-289-0034 DU 16 OCT. 2015
RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION DE L'ÉTAT
PROGRAMME DE RATTRAPAGE EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS
FONDS EXCEPTIONNEL D'INVESTISSEMENT (F.E.I.) 2015

Date de notification de la convention : 19 OCT. 2015

N° d'Engagement Juridique : 210 166 3878

Service instructeur : DEAL

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1111-10 ;

Vu la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer ;

Vu le décret modifié n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2001-120 du 7 février 2001 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissements dans les DOM ;

Vu le décret n° 2009-1776 du 30 décembre 2009 pris pour l'application de l'article 31 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer et relatif au Fonds Exceptionnel d'Investissement ;

Vu les circulaires 12-028014-D du 13 novembre 2012 et 13-028735 -D du 17 septembre 2013, relative au programme d'investissements publics en matière d'équipements structurants ;

Vu la délibération N° 80/2015/CACL de la collectivité en date du 15 juillet 2015 ;

Vu la demande de financement présentée par le bénéficiaire en date du 28 janvier 2015 ;

Vu la décision du Ministre des Outre-Mer en date du 21 avril 2015.

ENTRE

L'Etat, représenté par M. Eric SPITZ le Préfet de la Guyane, Préfet de Région d'une part,

ET

La Communauté d'Agglomérations du Centre Littoral (CACL) représentée par Mme Marie-Laure PHINERA HORTH, sa Présidente,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer le montant et les conditions d'octroi de la subvention de l'Etat pour l'opération « Centre de tri des recyclables secs » qu'entend réaliser la CACL en qualité de maître d'ouvrage.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme d'investissements publics en matière d'équipements structurants décidé par le Gouvernement en faveur des outre-mer.

Article 2 : Description et coût des travaux – Plan de financement.

L'opération consiste à construire un bâtiment administratif et un bâtiment process destinés au tri des produits issus de la collecte sélective ainsi que les voiries et réseaux de desserte de ces bâtiments.

Le montant global de l'opération est estimé à 10 417 015 € hors TVA soit 10 417 015 € TTC.

Son plan de financement est établi comme suit :

- Subvention Etat FEI 2015..... 500 000 € HTVA, soit 4,8 %
- CACL.....3 305 318 € HTVA, soit 31,7 %
- ADEME.....3 634 621 € HTVA, soit 34,9 %
- FEDER1 307 075 € HTVA, soit 12,6 %
- Conseil Régional.....1 470 000 € HTVA, soit 14,1 %
- Conseil Général200 000 € HTVA, soit 1,9 %

La TVA restera à la charge de la collectivité maître d'ouvrage.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention prend effet dès sa notification et prendra fin lors du versement du solde de la subvention de l'État.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier suivant :

Date de démarrage des travaux : Octobre 2013 (pré-terrassements)
Date de fin des travaux de pré-terrassement : Décembre 2013 (réceptionné)
Consultation des entreprises pour les lots travaux (Bâtiment-Process / VRD/ Paysages) : Janvier 2014
Date de démarrage des travaux (Bâtiment-Process / VRD/ Paysages) : Septembre 2014
Date prévisionnelle d'achèvement des travaux (Bâtiment-Process / VRD/ Paysages) : octobre 2015
Date prévisionnelle de mise en service de l'équipement : Octobre 2015

La collectivité maître d'ouvrage s'engage à démarrer les travaux dans un délai maximal d'un an. L'opération devra être intégralement réalisée dans un délai maximal de quatre ans après le démarrage des travaux.

A défaut de commencement de l'opération subventionnée dans un délai d'un an ou, si un délai d'un an s'écoulait entre deux situations de travaux consécutives à compter de la date d'octroi de la subvention, celle-ci serait annulée.

Les justificatifs pour le solde devront impérativement être produits dans un délai de trois mois suivant l'achèvement de l'opération, après mise en service de l'ouvrage réalisé.

Article 4 : Engagements du bénéficiaire

L'aide mentionnée à l'article 1 ci-dessus sera versée sous réserve du respect des engagements pris par le bénéficiaire en signant cette convention.

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à insérer une clause d'insertion sociale dans le(s) marché(s) public(s) relatif(s) à l'opération bénéficiaire de la subvention.

Le bénéficiaire de la subvention doit informer le service de l'Etat compétent de toute modification matérielle ou financière du projet qui établira, le cas échéant, un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son projet, il doit demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service de l'Etat compétent pour permettre la clôture de l'opération qui définira, le cas échéant, le montant du reversement de l'aide. Il s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate. Un système extracomptable par enlissement des pièces justificatives peut être retenu (copie si le bénéficiaire est doté d'un comptable public). Le bénéficiaire s'engage à conserver ces pièces pendant 10 années à compter de la date de signature de cette convention.

Article 5 : Modalités de versement de la subvention

L'Etat s'engage à participer à l'opération à hauteur de 4,8 % de son coût réel hors TVA, dans la limite de 500 000 €.

Imputable sur les crédits ouverts sur le budget du Ministère des Outre-Mer au titre du Fonds Exceptionnel d'Investissement (programme 123, action 8), la subvention de l'Etat fera l'objet de versements successifs au fur et à mesure de l'exécution de l'opération :

- Une avance limitée à 25 % sera versée au commencement de l'opération, sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Des acomptes pourront être versés à la demande de la collectivité maître d'ouvrage, au fur et à mesure de l'avancement réel de l'opération, sur présentation de justificatifs de l'avancement financier (états de mandatement visés par le payeur et situation d'avancement de l'opération certifiée exacte), dans la limite de 80 % du montant prévisionnel total de l'opération.
- Le solde sera versé après mise en service de l'ouvrage réalisé, sur production par le maître d'ouvrage, dans le délai fixé à l'article 2 de la présente convention, de la justification technique et financière de la réalisation effective de l'opération et de la concordance de ses caractéristiques avec celle du dossier technique et financier présenté à l'appui de la demande de subvention. Un certificat de réalisation établi

par les services de la collectivité maître d'ouvrage, une attestation de mise en service de l'ouvrage réalisé précisant les conditions de son exploitation, ainsi qu'un état des mandatements et un bilan de clôture HTVA et TTC visé par le payeur devront être transmis à cette fin.

Article 6: Contrôles

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier sur pièces et/ou sur place effectué par le service instructeur, par toute autorité commissionnée par le représentant de l'Etat, par l'un des autres contributeurs au financement de l'opération, par l'organisme payeur, ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux.

Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

Article 7 : Conséquences du non respect des termes de la convention

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération,
- de la modification de la nature du projet, de son plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable,
- du refus de se soumettre aux contrôles,

Le représentant de l'Etat décidera de mettre fin à l'aide et exigera le reversement partiel ou total des sommes versées. Ce reversement sera effectué à l'organisme payeur suivant les procédures habituelles dans le cadre de l'attribution d'une subvention

Dans le cas où dans les 5 années suivant la décision de financement, l'opération connaîtrait une modification importante qui affecterait sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou qui procurerait un avantage indu au bénéficiaire ou à un tiers et qui résulterait soit d'un changement d'affectation sans autorisation, soit d'un changement dans la propriété de l'objet de la subvention ou du changement de sa localisation, le représentant de l'Etat se réserve le droit d'exiger le reversement partiel ou total des sommes versées.

De la même manière, le défaut d'exploitation de l'ouvrage réalisé dans un délai d'un an suivant l'achèvement des travaux pourra donner lieu au remboursement, partiel ou intégral, de la subvention octroyée.

Article 8 : Modification de la convention

D'un accord entre les parties signataires, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant, sans que l'équilibre de l'opération ne soit remis en cause.

Fait à

Matoury

, le

6 OCT. 2015

Signé



La Présidente de la Communauté
d'Agglomération du Centre Littoral

Marie-Laure PINERA-MORTH

Yves-Marie RENAUD